



Cynthia Fleury,
philosophe

Comment faire de la dignité de tous une réalité ?

Auteure d'un ouvrage passionnant intitulé « *La clinique de la dignité* », la philosophe **Cynthia Fleury** revient sur les conditions pour faire de la dignité, dont nous sommes tous porteurs, en dépit de nos fragilités, une réalité concrète.

Union Sociale : Comment définir ce concept de dignité ?

Cynthia Fleury : Après la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, la dignité s'est définie comme l'autre nom de la personne humaine : elle est irréductible, inaliénable, quelles que soient les situations de stigmatisation que subit l'individu : la pauvreté, la maladie, la discrimination, etc. Toute personne est digne, toute vie est digne. Prenons le cas d'un criminel, il est possible métaphoriquement de considérer qu'il a perdu sa dignité morale, d'autant s'il s'est conduit de façon barbare. Pour autant, l'État de droit n'aura

nullement le droit formel de ne pas respecter la dignité de sa personne. Dans les faits, c'est beaucoup plus compliqué, et notamment pour la prison qui est souvent plus un lieu de privation de dignité qu'un simple lieu de privation de liberté. Mais la prison, à se comporter ainsi, se dévalue en tant qu'institution de droit. Donc la dignité de la personne est non négociable symboliquement, ontologiquement, métaphysiquement. Cela dit, c'est toute la raison d'être de la modernité, que d'avoir cherché à concrétiser ce droit formel, de le rendre matériel à travers, par exemple, des conditions dignes de

travail, des conditions dignes de logement, ou encore le fait de vivre dans un environnement sain, respectueux de la santé physique et psychique de la personne, etc.

Union Sociale : Quelles sont les attentes des citoyens vis-à-vis de ce concept ?

Cynthia Fleury : Depuis les années 60, le concept de dignité s'est de nouveau imposé dans le champ politique et social : ce sont différents pans de la population, jusqu'alors « minoritaires », qui ont revendiqué l'égalité de valeur des vies : je pense aux mouvements « pride », les malades du

sida, bien sûr les mouvements féministes, ou encore tous ceux dénonçant la permanence d'une forme de « ségrégation » envers les Noirs, jusqu'à « Black Lives Matter ». Mais on peut rajouter le « mourir dans la dignité », ou le grand retour de la dignité, au sens des droits des individus, avec la révolution ukrainienne. Lorsque les individus demandent de « mourir dans la dignité », ils pointent leur crainte d'être maltraités institutionnellement, alors qu'ils sont vulnérables et dépendants. Ils ont raison, car la société toute démocratique qu'elle soit, a un biais « autonomiste » de la dignité. Autrement dit, ceux dont on respecte la dignité sont souvent les plus autonomes d'entre nous, les moins vulnérables, les plus productivistes, etc. Ce qui est bien sûr totalement antinomique avec la définition de la dignité, comme indissociable du respect de la personne quelle que soit sa vulnérabilité.

Union Sociale : En quoi ce concept est-il mis à mal aujourd'hui par les institutions censées garantir la dignité des individus ?

Cynthia Fleury : Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui, deux grandes peurs traversent notre société : la première qui consiste à craindre de devoir vivre une vulnérabilité systémique, autrement dit, de voir sa vie bouleverser par une situation d'effondrement : pandémie, inondations, méga-feux, attentat, perte d'un emploi, dépendance, etc... Peur donc de tomber dans une situation « dégradée » qui produira un sentiment de dégradation de soi-même, et détruira les conditions matérielles de la dignité. Et une seconde peur, qui consiste à craindre de mal se comporter soi-même, d'être petit à petit contraint, bien malgré soi, de ne pas se comporter dignement avec autrui, ou d'être le spectateur impuissant de la mise en « indignité » de l'autre : les parents en Ehpad, les migrants dans les camps de fortune, etc. Une grande partie des fonctionnaires dénoncent une souffrance éthique

qui consiste à ne pas pouvoir exercer son métier dignement.

Union Sociale : Quel est l'impact de toutes ces situations d'indignité sur notre civilisation et sur l'avenir de nos sociétés ?

Cynthia Fleury : C'est terriblement « toxique » comme dirait Clotilde Leguil, dans la mesure où cela vient mettre la modernité démocratique en échec. Nous n'avons jamais été dans une période aussi revendicatrice de la dignité, et pourtant depuis une petite vingtaine d'années, nous faisons l'expérience d'une démultiplication des situations indignes, en entreprise comme dans les institutions publiques, au sens systémique du terme, qui sont le pendant de notre mode de croissance, hyper productiviste, « extractiviste » diront certains, indissociable d'une surconsommation peu respectueuse des milieux de vie. Et bien sûr, cela impacte notre relation de confiance avec l'institution démocratique en tant que telle et augmente le ressentiment démocratique, ce qui est profondément dangereux pour les sociétés et les populations qui connaissent pas mal de relents populistes, autoritaristes, identitaires, etc.

Union Sociale : Pour sortir de l'impasse, vous prônez de refonder la politique par le soin. Comment cet objectif doit-il se décliner concrètement ?

Cynthia Fleury : Ce qui est certain, c'est qu'il faut défendre également la dignité comme « chose commune », autrement dit, en action et en relation, en partage, et pas seulement comme un critère théorique et sym-



© Françoise Stjepovic

« Nous n'avons jamais été dans une période aussi revendicatrice de la dignité, et pourtant depuis une petite vingtaine d'années, nous faisons l'expérience, d'une démultiplication des situations indignes... »

bolique des personnes. Nous sommes sans doute dans la nécessité demain de refonder la liberté des modernes en envisageant le « prendre soin » comme charge plus commune. Par exemple, comment mieux partager l'entretien des villes, l'entretien des corps les plus vulnérables, l'entretien des plus petits, etc. ? Pour l'instant, la société a opté pour une hyper spécialisation des tâches, et concernant le soin, une non-qualification : les pourvoyeurs de soins sont les plus mal lotis du système. Pratiquer une politique de la dignité, c'est bien sûr continuer d'envisager la transformation positiviste des conditions de travail, autrement dit améliorer les conditions de travail des pourvoyeurs de soin, mieux les rémunérer, automatiser certaines tâches, etc. Mais c'est aussi, sans doute, impliquer dans cette histoire du prendre soin, plus de corps, et pas seulement ceux dont c'est le travail à proprement parler. Autrement dit, il s'agit de voir demain comment nous pouvons nous engager plus corporellement dans la défense ▷

Qui est-elle ?

Cynthia Fleury est philosophe et psychanalyste. Elle est professeure titulaire de la chaire Humanités et Santé au Conservatoire national des arts et métiers et professeure associée à l'École nationale supérieure des Mines de Paris (Mines-ParisTech). Elle est également titulaire de la chaire de philosophie à l'hôpital Sainte-Anne du GHU Paris psychiatrie et neurosciences.



© Françoise Stjepovic

« Cette culture du bénévolat peut nous inspirer grandement pour refonder une citoyenneté en actes, garante de la défense de relations dignes entre les individus. »

▷ active de la dignité des conditions de vie ou de travail. Il existe des villes par exemple, qui « invitent » les citoyens à participer au nettoyage de la cité, de façon régulière. C'est là une manière de mieux partager le « fardeau » du « sale boulot », boulot absolument nécessaire pour notre dignité à tous.

Union Sociale : Quelle place des associations de solidarité dans ce cadre ?

Cynthia Fleury : Elles sont déterminantes. D'ailleurs, ceux qui pratiquent une clinique de la dignité, ce sont

elles, car elles sont au chevet des vies les plus dures, et elles tentent d'apporter des solutions *ad hoc*, prenant en considération la singularité des vies. Tous ceux qui font du bénévolat également. Cette culture du bénévolat peut nous inspirer grandement pour refonder une citoyenneté en actes, garante de la défense de relations dignes entre les individus.

Union Sociale : Quels sont les obstacles encore à surmonter pour marcher dans les pas de cette fameuse société du care ?

Cynthia Fleury : Sans doute faut-il rappeler que la société des individus n'est pas nécessairement une société de l'individualisme, mais une société où le principe d'individuation doit être de qualité. Dès lors, la création d'un rapport au collectif est une question-clé, car tout épanouissement personnel a besoin de pouvoir bénéficiaire de soins, tout au long de sa vie, et donc de mettre en place des relations qualitatives avec autrui.

Union Sociale : La crise écologique est-elle une opportunité

pour faire de la dignité le cœur de nos politiques ?

Cynthia Fleury : Aujourd'hui, en tout cas, la dignité du vivant, la dignité de la nature, la dignité animale, sont des questions-clés pour quantité d'individus qui considèrent qu'il faut élargir le cercle de la dignité et dépasser le seul respect de la condition humaine. Les nouvelles générations racontent leur besoin de se conduire dignement avec leur milieu naturel pour vivre leur épanouissement personnel. L'éco-anxiété n'est pas uniquement la peur de connaître des effondrements naturels, des catastrophes naturelles, c'est aussi un sentiment de désenchantement plus profond, où la relation de prédation avec la nature est considérée par les jeunes gens comme indécente, absurde, contraire au sens de la vie. Cela les rend plus anxieux, voire dépressifs. Donc la reconnexion à la nature est une manière d'envisager la dignité en actes.

Propos recueillis
par Antoine Janbon

Indignité : lutter contre la fatalité

Rarement un ouvrage n'a autant raisonné avec les combats de l'Uniopss et plus généralement des acteurs de la solidarité. Sobrement intitulé « *La clinique de la dignité* », le dernier livre de la philosophe Cynthia Fleury nous propose un véritable voyage, bourré de références philosophiques et sociologiques, au sein de ce concept de dignité. Une occasion de prendre conscience que si cette dignité revendiquée est de plus en plus présente dans l'espace public, elle se matérialise de plus en plus difficilement du côté de tous les acteurs qui travaillent au plus proche des personnes les plus fragiles, prisonniers entre leur vocation première et les moyens dont ils disposent pour prendre soin dans les meilleures conditions. Un conflit de valeurs qui traverse aussi un nombre grandissant de citoyens, contraints d'accepter des situations indignes qui touchent certaines catégories de la population, comme les migrants par

exemple, mais aussi la planète, à l'heure du dérèglement climatique quasi généralisé. Pourtant, Cynthia Fleury ne se contente pas de décrire tous les travers de notre époque. Très attachée à la société du « care » dont elle se fait la promotrice, elle invite également à repenser nos modèles pour faire de la prise en charge des plus fragiles un enjeu collectif et non plus simplement limité aux professionnels de l'accompagnement. Une occasion de réfléchir à l'avenir de nos civilisations et notre vie en commun. Bref, un ouvrage à mettre entre les mains de tous ceux investis dans la solidarité ou qui souhaitent le devenir...

Pour plus d'informations :

« *La Clinique de la dignité* »,
Cynthia Fleury, éditions Seuil, août 2023, 213 pages.